

CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES

Rapport d'activité 2015



Lyon : Centre d'Études Européennes, décembre 2015

Document disponible sur le site web du Centre d'Études Européennes, à l'adresse :
<http://cee.univ-lyon3.fr/spip.php?rubrique92>

Reproduction et impression autorisées, moyennant mention de la source

Fiche catalographique :

Centre d'Études Européennes
Rapport d'activité 2015
Lyon : Centre d'Études Européennes
2015 – 40 p. – 21 x 29,7 cm

Directeur de publication : Michaël Karpenschif, Professeur agrégé de droit public, Directeur du Centre d'Études Européennes | **Réalisation, édition, photographies (sauf mention expresse)** : Véronique Gervasoni, Ingénieur d'études, Responsable administrative et responsable d'édition de l'EDIEC.

Université Jean Moulin-Lyon 3 – Faculté de Droit

Équipe de droit international, européen et comparé – EDIEC, EA 4185

Centre d'Études Européennes – 15 quai Claude Bernard, BP 0638, 69239 Lyon Cedex 02 – **Courriel** : cee@univ-lyon3.fr

Tél. : ++ 00 / 33 478 787 251 – **Web** : <http://cee.univ-lyon3.fr>.

CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES

Rapport d'activité 2015

SOMMAIRE

1. PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES	7
1.1. Monographies	7
1.2. Collection « Centre d'Études Européennes de l'Université Jean Moulin Lyon 3 » – Bruylant	10
1.3. Coordinations / Directions éditoriales des membres du CEE	11
1.4. Collaborations avec les périodiques juridiques	12
1.5. Articles / Études / Contributions à des ouvrages collectifs	12
2. OPÉRATIONS SCIENTIFIQUES : SUIVI 2014 ET ORGANISATION 2015	18
2.1. Colloques, workshops, journées d'études, ateliers de recherche et conférences	18
2.2. Communications à des colloques, journées d'études, conférences et séminaires	19
3. ORGANISATION ET VIE DU CEE	22
3.1. Contrat quinquennal 2016-2020	22
3.2. Soutenances de thèses	23
3.3. Support pour les masters et les doctorats en droit européen	23
3.4. Soutien aux concours de plaidoiries en droit européen	24
3.5. Documentation scientifique	26
3.6. Site web du CEE	27
3.7. Moyens financiers	28
ANNEXES	29
MEMBRES DU CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES (CEE)	30
ÉVALUATION DU HCERES 2016-2020 SUR NOTRE ÉQUIPE D'ACCUEIL ET RÉPONSE DE L'ÉTABLISSEMENT	31

1. PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES

Les membres statutaires du Centre d'Études Européennes et les enseignants-chercheurs qui leur sont associés (cf. *Annexe*, p. 30) ont collaboré à la rédaction des ouvrages et des contributions qui suivent.

1.1. Monographies



ADALID (S.). – *La banque centrale européenne et l'Eurosystème. Recherches sur le renouvellement d'une méthode d'intégration.* – Bruxelles : Bruylant, 2015. – 792 p. – (Collection droit de l'Union européenne : Thèses.)



BERGÉ (J.-S.), avec P. Courbe. – *Introduction générale au droit.* – 14^e éd. par J.-S. Bergé. – Paris : Dalloz, 2015. – 194 p. – (Les mémentos Dalloz.)



BERGÉ (J.-S.), FRANCQ (St.), GARDEÑES SANTIAGO (M.) / eds/dir. – *Boundaries of European Private International Law. Les frontières du droit international privé européen. Las fronteras del derecho internacional privado europeo.* – Bruxelles : Bruylant, 2015. – 718 p.



BERGÉ (J.-S.). – *La protection internationale et européenne du droit de la propriété intellectuelle. Présentations – Textes – Jurisprudences – Situations.* – Bruxelles : Larcier, 2015. – 445 p. – (Manuels.)



BERGÉ (J.-S.), avec S. Romano. – *Les ordres juridiques*. – Paris : Dalloz, 2015. – 134 p. – (Coll. Tiré à part.)



DEBARD (Th.), avec S. Guinchard. – *Lexique de termes juridiques 2015-2016*. – 23^e éd. – Paris : Dalloz, 2015. – 1 118 p. – (Lexiques.)



DEBARD (Th.), avec S. Guinchard, A. Varinard. – *Institutions juridictionnelles*. – 13^e éd. – Paris : Dalloz, 2015. – 1 118 p. – (Lexiques.)



KARPENSCHIF (M.). – *Droit européen des aides d'État*. – Préface de Marc Jaeger. – Bruxelles : Bruylant, 2015. – 415 p. – (Competition Law / Droit de la concurrence : n° 1.)



LE BAUT-FERRARESE (B.) / dir. – *Les transitions énergétiques dans l'Union européenne*. – Bruxelles : Bruylant, 2015. – 266 p. – (Collection Centre d'Études Européennes de l'Université Jean Moulin Lyon 3 : n° 9.)



SURREL (H.) et al. / dir. F. Sudre. – *Les grands arrêts de la Cour européenne des Droits de l'Homme.* – 7^e éd. mise à jour. – Paris : PUF, 2015. – 944 p.

1.2. Collection « Centre d'Études Européennes de l'Université Jean Moulin Lyon 3 » – Bruylant

N° 9. – *Les transitions énergétiques dans l'Union européenne* / dir. B. Le Baut-Ferrarese. – Bruxelles : Bruylant, 2015. – 266 p.

N° 8. – *Réalisations et défis de l'Union européenne. Droit-politique-économie. Mélanges en hommage à Panayotis Soldatos* / préface de Christian Philip. – Bruxelles : Bruylant, 2012. – 609 p.

N° 7. – *Le revirement de jurisprudence en droit européen* / dir. É. Carpano ; préface de Michaël Karpenschif. – Bruxelles : Bruylant, 2012. – 430 p.

N° 6. – *La directive « services », en principe(s) et en pratique* / dir. Ch. Ferrari-Breur ; préface de Michel Barnier. – Bruxelles : Bruylant, 2011. – 301 p.

N° 5. – *Quelle relance de la construction européenne ?* / dir. Ch. Philip, P. Soldatos. – Bruxelles : Bruylant, 2008. – 258 p.

N° 4. – *La Convention sur l'avenir de l'Europe* / dir. Ch. Philip, P. Soldatos. – Bruxelles : Bruylant, 2004. – 236 p.

N° 3. – *La défense européenne* / dir. J. Le Morzellec, Ch. Philip. – Bruxelles : Bruylant, 2003. – 274 p.

N° 2. – *Les effets des jugements nationaux dans les autres États membres de l'Union européenne.* – Bruxelles : Bruylant, 2001. – 250 p.

N° 1. – *Les procédures de révision des traités communautaires.* – Bruxelles : Bruylant, 2001. – 164 p.



1.3. Coordinations / Directions éditoriales des membres du CEE

Jean-Sylvestre BERGÉ

- Membre du Conseil scientifique de la revue *Droit de l'immatériel* (Lamy).
- Membre du Comité de rédaction de la *RTD Eur.* (Dalloz).
- Coordinateur de la rubrique EDIEC « Comptes rendus d'ouvrages », *RTD Eur.* (Dalloz).
- Membre du Comité de rédaction de la *Revue internationale de droit comparé* (Société de Législation Comparée).
- Membre de l'Advisory Board, *Spanish Yearbook of International Law*.
- Membre du Comité scientifique de la Fondation Varenne (spécialité Droit européen).
- Co-responsable de la chronique de droit européen des contrats (UE – CEDH), *Revue de contrats* (LGDJ ; depuis 2003).
- Responsable de la chronique annuelle « Interactions du droit international et européen », *Journal du droit international* (LexisNexis ; depuis 2009).
- Coordinateur de la Chronique EDIEC annuelle « Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union européenne », *RTD Eur.* (Dalloz).
- Directeur de collection aux éditions Dalloz.

Éric CARPANO

- Directeur scientifique de la Chronique « Droit européen du marché intérieur », *Revue Lamy Droit des affaires (RLDA)*.

Christine FERRARI-BREEUR

- Codirectrice scientifique de la revue *Juris Art etc.* (Dalloz).

Michaël KARPENSCHIF

- Directeur de la collection « Centre d'Études Européennes de l'Université Jean Moulin Lyon 3 » (Bruylant).
- Directeur de la série « Concurrence » de la collection *Masters* (Larcier).
- Codirecteur scientifique de l'hebdomadaire *La Semaine juridique Administrations et collectivités territoriales, JCP A* (LexisNexis).
- Membre du Comité de rédaction du mensuel *ACCP (Contrats publics. L'actualité de la commande et des contrats publics, Le Moniteur)*.

Gaëlle MARTI

- Membre du comité de rédaction de la revue *Civitas Europa*.
- Directrice de la Chronique « Étrangers » de la revue *La Semaine juridique Administrations et Collectivités territoriales*.

Hélène SURREL

- Titulaire de la chronique trimestrielle « Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH », *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*.
- Co-direction, avec C. Maubernard, de la chronique de jurisprudence annuelle « Les juridictions de l'Union européenne et les droits fondamentaux », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*.

1.4. Collaborations avec les périodiques juridiques



Sous la direction scientifique du Professeur Éric Carpano, une chronique « **Droit européen du marché intérieur** » est inaugurée à la *Revue Lamy Droit des affaires* (n° 71, mai 2012, rubrique Repères), rédigée par les enseignants-chercheurs et les doctorants du Centre d'Études Européennes.

1.5. Articles / Études / Contributions à des ouvrages collectifs

ADALID (S.) – « Le renvoi préjudiciel et la diversité du rôle des juridictions suprêmes », p. 348-9-348-11 in : Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union européenne / dir. scientif. J.-S. **Bergé**. – *RTD Eur.* 2015/2, accessible aux abonnés sur www.dalloz-revues.fr.

BERGÉ (J.-S.).

- « L'ELSJ, un droit d'insection ! », publié sur www.gdr-elsj.eu, nov. 2015.
- Operating international law in a global context: presentation of a three steps method - in collaboration with G. Helleringer. – *AILJ (Australian International Law Journal)* 2014-2015, vol. 21. – 25 p.
- La Convention d'Unidroit sur les biens culturels : retour sur un texte majeur dans la lutte contre un fait international illicite de circulation. – *Revue de droit uniforme (Uniform Law Review – Unidroit)* 2015/3-4. – 23 p.
- La mise à niveau européenne de l'ordre public national. – *Rev. des contrats*, n° 2015/4. – 4 p.
- « La fragmentation de l'ELSJ... le retour ! », publié sur www.gdr-elsj.eu, sept. 2015.
- « Santi Romano et l'ELSJ », publié sur www.gdr-elsj.eu, sept. 2015.
- « L'application du droit au pluriel : le double déplacement, p. 57-67 in : *Mélanges en l'honneur de Didier Martin*. – Paris : Lextenso, 2015.
- « Les rapports droit international et droit européen : entre dissociabilité et indissociabilité », p. 915-933 in : Chr. Interactions du droit international et européen, collab. avec S. Touzé. – *JDI* 2015/3.
- « Les rapports droit européen – droit international lus à travers le prisme de la contrainte » (retour sur l'affaire *Brevet européen à effet unitaire*), publié sur www.gdr-elsj.eu, juill. 2015
- « Ce que rendre compte d'une année (2014) de jurisprudence judiciaire française intéressant le droit l'Union européenne veut dire », p. 348-2-348-3 in : Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union européenne / dir. scientif. J.-S. **Bergé**. – *RTD Eur.* 2015/2, accessible aux abonnés sur www.dalloz-revues.fr.
- L'application du droit dans un contexte global : questions de méthode. – *Cahiers du droit* (Université Laval, Québec), vol. 56, n° 2, juin 2015, p. 185-207.
- « Le triple test... et ses contextes », p. 26-28 in : Dossier spécial « Les contenus générés par les utilisateurs ». – *Juris Art etc.* 2015, n° 25.
- L'application du régime de la preuve dans un contexte national et le juge européen. –

Rev. des contrats, n° 2015/2, p. 378-381.

- « Commentaire de CE, Ass., 11 déc. 2006, *Sté de Groot*, n° 234560 », p. 445-452 in : *Grandes décisions de la jurisprudence française de droit international public* / dir. A. Miron, A. Pellet. – Paris : Dalloz, 2015.

- « Questions ouvertes autour des frontières du droit international privé européen. Open Questions concerning the Boundaries of European Private International Law. Preguntas abiertas en Torno a las Fronteras del Derecho Internacional Privado Europeo », p. 21-34 in : *Boundaries of European Private International Law. Les frontières du droit international privé européen. Las fronteras del derecho internacional privado europeo* / eds/dir. J.-S. **Bergé**, St. Françoise, M. Gardeñes Santiago. – Bruxelles : Bruylant, 2015. – 718 p.

- Internet et juge compétent : le droit international privé européen des droits d'auteur et voisins dans son contexte (à propos de CJUE, 22 janv. 2015, aff. C-441/13). – *Légipresse* 2015/3.

- « [Une, deux et... trois lectures : de l'avis 2/3013 \(CJUE\) à l'affaire Avotins \(Cour EDH\)](#) », publié sur www.gdr-elsj.eu, févr. 2015.

- « Le droit européen (de l'ELSJ) dans son contexte : le cas *Hejduk* ! », publié sur www.gdr-elsj.eu, févr. 2015.

- « L'ELSJ sous les projecteurs de l'actualité des interactions "droit international – droit européen" », publié sur <http://www.gdr-elsj.eu>, janv. 2015.

- La prestation de services internationale, objet du droit et de l'économie ? Le cas des professions juridiques, collab. C. Chaserant, S. Harnay. – *JDI* 2015/1, p. 69-80.

CARDON (M.). – « Les accords de partenariats économiques », p. 171-196 in : *Droit international et développement*. – Actes du Colloque de Lyon de la Société française pour le droit international. – Paris : Pedone, 2015. – 504 p.

CARPANO (É.).

- Accès des fonctionnaires européens à la profession d'avocat : tous les fonctionnaires ne se valent pas! Note ss Paris, 10 sept. 2015. – *D.* 2015.2491.

- Privation des droits civiques et citoyenneté européenne. Note ss CJUE, 6 oct. 2015. – *D.* 2015.2414.

- « L'encadrement européen du pouvoir de sanction de l'État en matière fiscale ». Note ss CJUE, 16 juill. 2015, aff. C-255/14, p. 45-46 in : *Chr. Droit fiscal européen* / dir. scientifique. M. **Chastagnaret**. – *RLDA* 2015/108, Repères n° 5737.

- « L'europanisation des logiques de marché : la loi "Macron" et le droit de l'Union », p. 36-38 in : *Chr. Droit européen du marché intérieur* / dir. scientifique. É. **Carpano**. – *RLDA* 2015/109, Repères n° 5763.

- « Indemnisation en cas de retard de vol : "circonstances extraordinaires" et problèmes techniques ». Note ss CJUE, 17 sept. 2015, *Corina van der Lans c/ KLM NV*, aff. C-257/14, ECLI:EU:C:2015:618, p. 42 in : *Chr. Droit européen du marché intérieur* / dir. scientifique. É. **Carpano**. – *RLDA* 2015/109, Repères n° 5765.

- « Sources du droit international. – Les traités. Effets des traités : application et applicabilité des normes conventionnelles en droit comparé ». – *Juris-Classeur Droit international*. – Fasc. 35-10 (août 2015).

- « TVA réduite sur les livres électroniques : lorsque la Cour de justice décide de faire primer le marché sur les objectifs sociaux et culturels. Petit essai critique de logique

juridique ». Note ss CJUE, 5 mars 2015, *Commission c/ France et Commission c/ Luxembourg*, aff. C-479/13 et C-502/13, p. 53-53 in : Chr. CEE Droit européen du marché intérieur / dir. scientif. É. **Carpano**. – *RLDA* 2015/104, Repères n° 5583.

COMBET (M.). (janv.-août 2015)

- « Protection des consommateurs contre les clauses abusives dans les contrats d'assurance ». Note ss CJUE, 23 avr. 2015, *Van Hove*, aff. C-96/14, ECLI:EU:C:2015:262, p. 55-57 in : Chr. EDIEC Droit international et européen des contrats d'affaires / dir. scientif. C. **Nourissat**. – *RLDA* 2015/106, Repères n° 5674.

- « La protection des investisseurs dans l'espace judiciaire européen et les risques de dissémination du contentieux pour les établissements bancaires et financiers ». Note ss CJUE, 28 janv. 2015, *H. Kolassa c/ Barclays Bank plc*, aff. C-375/13, p. 49-53 in : Chr. EDIEC Droit international et européen des contrats d'affaires / dir. scientif. C. **Nourissat**. – *RLDA* 2015/103, Repères n° 5548.

- « Les concessions de jeux d'argent dans le marché intérieur : le clair-obscur de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne ». Note ss CJUE, 22 janv. 2015, *Stanley International Betting Ltd*, aff. C-463/13, ECLI:EU:C:2015:25 ; CJUE, ord., 12 févr. 2015, *Sogno di Tolosa e.a.*, aff. C-480/14, ECLI:EU:C:2015:105 ; CJUE, ord., 12 févr. 2015, *Siddu*, aff. C-478/14, ECLI:EU:C:2015:104 ; CJUE, ord., 12 févr. 2015, *Concu et Melis*, aff. C-457/14, ECLI:EU:C:2015:98 ; CJUE, ord., 12 févr. 2015, *Saba*, aff. C-652/13, ECLI:EU:C:2015:103 ; CJUE, ord., 12 févr. 2015, *Lb Group*, aff. C-651/13, ECLI:EU:C:2015:103, p. 49-53 in : Chr. CEE Droit européen du marché intérieur / dir. scientif. É. **Carpano**. – *RLDA* 2015/104, Repères n° 5582.

- « La libre prestation des services dans le domaine des jeux de hasard : retour aux fondamentaux pour la Cour de justice ». Note ss CJUE, 22 oct. 2014, *Blanco et Fabretti*, aff. jtes C-344/13 et C-367/13, p. 63-64 in : Chr. CEE Droit européen du marché intérieur / dir. scientif. É. **Carpano**. – *RLDA* 2015/101, Repères n° 5479.

- « De l'utilisation de la Charte sur les droits fondamentaux dans la lutte contre les clauses abusives dans les contrats ». Note ss CJUE, 10 sept. 2014, *Kusionova*, aff. C-34/13, EU:C:2014:2189, p. 48-52 in : Chr. Droit international et européen des contrats d'affaires / dir. scientif. C. **Nourissat**. – *RLDA* 2015/100, Repères n° 5434.

DURAND (É.). – « L'énergie à quel(s) prix ? Tarifs réglementés versus prix du marché », p. 61-86 in : *Les transitions énergétiques dans l'Union européenne* / dir. B. **Le Baut-Ferrarese**. – Bruxelles : Bruylant, 2015. – 266 p.

FALAISE (M.). – La gestion des grands prédateurs en Europe : la situation du loup. – *Rev. de l'Union européenne*, févr. 2015, n° 585, p. 119-123.

FERRARI-BREEUR (Ch.)

- Je t'aime... moi non plus. - *Juris Art etc.* oct. 2015, n° 28, Édito, p. 3.

- « Le refus du marché : l'inaliénabilité des œuvres d'art », p. 125-145 in : *Droit et marché de l'Art en Europe. Régulation et normalisation du risque* / dir. G.C Giorgini, S. Perez. – Actes du colloque « Le marché de l'art en Europe. Entre champs culturels et économie réelle, quelles régulations ? », Université de Nice Sophia Antipolis, Paris, 11-12 mai 2012. – Bruxelles : Bruylant, 2015.

- « Et la culture dans tout ça ? ». – *Juris Art etc.* Dalloz, janv. 2015, n° 20, Édito, p. 3.

- « Deux Rembrandt, un État et pas d'argent ». – *Juris Art etc.*, avr. 2015, n° 23, Édito, p. 3.

GERVASONI (V.). – Note sous CE, réf., 5 févr. 2014, *Assoc. Humanité et Biodiversité e.a.*, n° 375071. – *Rev. jur. de l'environnement* 1/2015, p. 120-128.

GRANGEON (J.). – « La directive relative aux actions en réparation à la suite d'une pratique anticoncurrentielle : révolution ou évolution du *private enforcement* dans l'Union », p. 59-62 in : Chr. CEE Droit européen du marché intérieur / dir. scientif. É. **Carpano**. – *RLDA* 2015/101, Repères n° 5478.

KARPENSCHIF (M.).

- Marché de partenariat : le bilan c'est moins complexe ? *Le Moniteur – Contrats publics* 2015, n° 159, p. 3.

- Que reste-t-il du Colbertisme? À propos de l'étude annuelle 2015 du Conseil d'État sur L'action économique des personnes publiques. – *JCP A* 2015. N° 41, p. 49-54.

- « Avant-propos », p. 5-9 in : *Les transitions énergétiques dans l'Union européenne* / dir. B. Le Baut-Ferrarese. – Bruxelles : Bruylant, 2015. – 266 p.

- Des actions gratuites... sauf pour le contribuable ! – *JCP A* 2005. Act. 208, p. 3-4.

- avec **B. Soussi**, « Préface », p. V-VI, de **Adalid (S.)**. – *La banque centrale européenne et l'Eurosystème. Recherches sur le renouvellement d'une méthode d'intégration*. – Bruxelles : Bruylant, 2015. – 792 p.

KRUZSLICZ (P.).

- Avec M. Sulyok. – Constitutional Cacophony, Polyphony or Symphony Fine-tuning the off-key European constitutionnal concert for a stronger harmony. – Dortmund : Université de Dortmund, 2015.

- Valeurs constitutionnelles européennes : les fondements juridiques de la construction d'une communauté politique. – Dortmund : Université de Dortmund, 2015.

LE BAUT-FERRARESE (B.).

- Les énergies renouvelables en transition. – Dossier spécial. La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte. – *Énergie – Env. – Infrastr.* 2015, étude 8, p. 31-39.

- La suspension de l'obligation d'achat d'électricité solaire photovoltaïque n'est pas constitutive d'une responsabilité de l'État. Comm. de CE, 25 sept. 2015, *Sté Planet Bloo*. – *Énergie – Env. – Infrastr* – déc. 2015 (n° 12).

- « Quelle place pour la politique nationale de l'énergie ? », p. 197-223 in : *Les transitions énergétiques dans l'Union européenne* / dir. B. **Le Baut-Ferrarese**. – Bruxelles : Bruylant, 2015. – 266 p.

- « Le juge judiciaire de cassation au service de l'application exacte du droit de l'Union européenne », p. 348-3-348-9 in : Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union européenne / dir. scientif. J.-S. **Bergé**. – *RTD Eur.* 2015/2, accessible aux abonnés sur www.dalloz-revues.fr.

MARTI (G.).

- Le régime juridique restrictif des visas au titre de l'asile. – *JCP G* 2015.1035.
- Avec Y. Petit, Table ronde sur les 50 ans de l'arrêt *Costa* : de la primauté absolue au dialogue des juges ? – *Rev. de l'Union européenne*, n° 592/2015, p. 553.
- Territoire(s) de l'Union européenne. – *Civitas Europa* n° 34/2015.
- Le régime juridique restrictif des visas au titre de l'asile. À propos de l'ordonnance de référé-liberté du CE du 9 juill. 2015. – *JCP G* 2015.1035.
- Chronique « Étrangers ». – *JCP A* 8 juin 2015, n° 2163 à 2173, p. 29-35.
- « Appartenance et retrait de l'Union européenne », p. 135-153 in : *L'Union européenne, une Fédération plurinationale en devenir ?* / dir. J.-C. Barbato, Y. Petit. – Bruxelles : Bruylant, 2015. – 432 p.

RAMI (K.). – Les données biométriques à l'épreuve du droit fondamental à la protection des données à caractère personnel. Analyse des arrêts *Willems* et *Schwartz* de la Cour de justice de l'Union européenne. – *Bulletin de l'EDIEC*, n° 2015/3, p. 5-8.

ROBERT (L.)

- La réification du corps humain devant la Cour européenne des droits de l'homme – Retour critique sur quelques idées reçues. – *Revue des droits de l'homme*, à paraître.
- Droit d'entrée et de séjour. Note ss Cour EDH, 10 juill. 2014, *Tanda-Muzinga c/ France*, n° 2260/10 ; *Mugenzi c/ France*, n° 52701/09 ; *Senigo Longue e.a. c/ France*, n° 19113/09 ; Cour EDH, 25 mars 2014, *Biao c/ Danemark*, n° 38590/10 ; Cour EDH, Gde Ch., 3 oct. 2014, *Jeunesse c/ Pays-Bas*, n° 12738/10, avec A. Panet, in Chr. Vie privée et familiale (dir. H. Fulchiron). – *Journal européen des droits de l'homme*, à paraître.

SOLDATOS (P.).

- « L'odyssée d'une UE à la dérive, poussée par les vents tempétueux d'Éole », publié sur : www.fenetreeurope.com, 9 nov. 2015.
- « Demain, il sera, peut-être, trop tard, notre Europe », publié sur : www.fenetreeurope.com, 4 oct. 2015.
- « L'Union européenne, Sisyphe sous le poids des incohérences nationales ? », publié sur : <http://www.fenetreeurope.com/php/page.php?section=chroniques&id=1150>, 3 févr. 2015.

SURREL (H.).

- L'information sur le fils caché d'Albert de Monaco ne relève pas exclusivement de la vie privée. Note ss Cour EDH, Gde Ch., 10 nov. 2015, *Couderc et Hachette Filipacchi Associés c/ France*, n° 40454/07. – *JCP G* 2015, Act. 1332.
- La Cour de Strasbourg donne une leçon de droits de l'homme à Dieudonné. Note ss Cour EDH, déc., 20 oct. 2015, *Dieudonné M'Bala M'Bala c/ France*, n° 25239/13. – *JCP G* 14 déc. 2015, note 1405.
- « Préface », p. 11-13 in : H. Hurpy. – *Fonction de l'autonomie personnelle et protection des droits de la personne humaine dans les jurisprudences constitutionnelles et européennes*. – Bruxelles : Bruylant, 2015. – 1019 p.
- Chr. Conseil constitutionnel et jurisprudence de la Cour EDH. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 49, oct. 2015, p. 221-229.
- co-dir. avec C. Maubernard. – *Les juridictions de l'Union européenne et les droits*

fondamentaux. – *RTDH* 2015/3, p. 691-717.

- Chr. Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 48, juin 2015, p. 231-239.

- Chr. Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme / dir. scientif. F. Sudre. – *RDP* 2015, n° 3, p. 834-835 et p. 857-859.

- « Commentaires des arrêts n^{os} 17, 60 et 61 » in : *Les grands arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme* / dir. F. Sudre. – 7^e éd. – Paris : PUF, 2015. – 944 p.

- « La Cour EDH dans la presse française », p. 55-70 in : *La Cour européenne des droits de l'homme dans la presse* / dir. E. Lambert-Abdelgawad, P. Dourneau-Josette. – Bruxelles / Limal : Nemesis, 2015.

- Chr. Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 47, avr. 2015, p. 231-239.

- Chr. Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 46, janv. 2015, p. 195-199.

- S'il respecte certaines garanties, un journaliste peut filmer en caméra cachée (Cour EDH, 24 févr. 2015, *Haldimann e.a. c/ Suisse*). – *JCP G* 2015. Act. 337.

VOUGIOUKAS (D.).

- Confirmation par le Tribunal de la décision de la Commission sur la compatibilité de la concentration Lufthansa/Austrian. Note ss Trib. UE, 13 mai 2015, *Niki Luftfahrt GmbH c/ Commission*, aff. T-162/10, EU:T:2015:283 – *RLC* 2015/45, n° 2841.

- Confirmation par le Tribunal de la décision de la Commission sur la compatibilité de la concentration Lufthansa/Austrian. Note ss Trib. UE, 13 mai 2015, *Niki Luftfahrt GmbH c/ Commission*, aff. T-162/10, EU:T:2015:283, p. 50-53 in : Chr. CEE Droit européen du marché intérieur / dir. scientif. É. **Carpano** – *RLDA* 2015/107, n° 5707.

ZAMPINI (F.). – « Nouvelles preuves de concordance dans l'application des articles 101 et 102 TFUE par la Cour de cassation et la Cour d'appel de Paris », p. 348-22-348-25 in : Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union européenne / dir. scientif. J.-S. Bergé. – *RTD Eur.* 2015/2, accessible aux abonnés sur www.dalloz-revues.fr.

2. OPÉRATIONS SCIENTIFIQUES : SUIVI 2014 ET ORGANISATION 2015

2.1. Colloques, workshops, journées d'études, ateliers de recherche et conférences



14-15 novembre 2013, UJML3, Auditorium André Malraux
« *Les transitions énergétiques dans l'Union européenne* »



Colloque CEE – Dir. scientif. : **B. Le Baut-Ferrarese**, Maître de conférences HDR en droit public.

Ce colloque a bénéficié du soutien de l'[Équipe de Droit International Européen et Comparé](#) (délib. du conseil de direction du 9 oct. 2012), de l'[Université Jean Moulin Lyon 3](#) (délib. du conseil scientifique du 25 juin 2013), de la [Ville de Lyon](#) (délib. du conseil municipal du 23 sept. 2013) et du [Département du Rhône](#) (délib. de la commission permanente du conseil général du 4 oct. 2013).



Les actes du colloque sont parus : **LE BAUT-FERRARESE (B.)**/ dir. – *Les transitions énergétiques dans l'Union européenne*. – Bruxelles : Bruylant, 2015. – 266 p. – (Collection Centre d'Études Européennes de l'Université Jean Moulin Lyon 3 : n° 9.)

L'ouvrage rassemble les contributions de :

Christophe Barthélémy, Étienne Durand, Benoît Esnault, Alain Fiquet, Loïc Gard, Christian Huglo, Michaël Karpenschif, Christophe Krolik, Bernadette Le Baut-Ferrarese, Jérôme Lépée, Francesco Martucci, Adélie Pomade et Patrick Thieffry.



27 mars 2015 à 10h00 – UJML3, Salle Nerson
« *La crise de dette souveraine et le droit. Réflexions à l'occasion de la crise grecque* »

Conférence EDD – CEE par le Professeur **Constantin Yannakopoulos**, Université d'Athènes.



30 mars 2015 à 14h00, UJML3, Salle B3
« *Les boat people de l'Europe : que fait le droit ? Que peut le droit ?* »

Conférence EDD, IDEA, CEE par **Emilio de Capitani**, Directeur du Fundamental Rights European Experts Group, Professeur invité à l'Université de Naples, Ancien Chef du Secrétariat de la Commission pour la Liberté et les Droits des Citoyens, la Justice et les Affaires (LIBE) du Parlement européen.



19-20 novembre 2015 – UJML3, Amphithéâtre Huvelin
« La concurrence réglementaire, sociale et fiscale dans l'Union européenne. Théorie et pratique(s) »

Colloque international sous la direction scientifique de **Éric Carpano** (Lyon 3), **Manuel Chastagnaret** (Aix-Marseille), **Emmanuelle Mazuyer** (CNRS-Lyon 2), **Lukasz Stankiewicz** (Lyon 3).

Organisé par le **CEE**, en partenariat avec le CERCRID-ERDS (Lyon 2), le CERFF (Lyon 3), le CEFF (Aix-Marseille), ce colloque a obtenu le soutien de l'[Équipe de Droit International Européen et Comparé](#) (EDIEC – EA n° 4185), de l'[Université Jean Moulin Lyon 3](#), de la [Ville de Lyon](#) et de la [Mission de recherche Droit et Justice](#).

Les actes du colloque paraîtront fin 2016 chez Bruylant.



2.2. Communications à des colloques, journées d'études, conférences et séminaires

ADALID (S.). – Trajet préjudiciel. Étude concrète d'une relation ambiguë. – Communication. – Colloque « La pratique du droit européen (UE) par le juge judiciaire. Analyses et discussions autour de cas ». – Lyon : CREDIP, 11-12 juin 2015.

- BERGÉ (J.-S.).**
- *Concurrence entre règles juridiques et construction européenne. À propos de l'analyse économique du droit.* – Communication en collab. avec S. Harnay, économiste. – Colloque « La concurrence réglementaire, sociale et fiscale dans l'UE. Théorie et pratique(s) ». – Lyon : CEE/CERCRID-ERDS/CERFF/CEFF, 19-20 nov. 2015.
 - *Entre concurrence et dialogue des juges : la contrainte de circulation.* – Communication. – Colloque international « La concurrence des juges en Europe : le dialogue des juges en question(s)/Competition between Judges in Europe: the Dialogue in question(s) ». – Tours : Université de Tours (GERCIE EA 2110), nov. 2015.
 - *Le juriste face à la circulation totale des données.* – Communication. – Colloque « La vie privée à travers les cultures. Convergences et divergences dans un monde

- globalisé », Inria Project Lab CAPPRIS. – Lyon : Entretiens Jacques Cartier 2015, nov. 2015.
- *L'étude des phénomènes internationaux : la méthode du juriste en question.* – Communication. – Lyon : CREDIP, oct. 2015.
 - *Nationality and Mobility of the multinational companies in the Brazilian, French and European contexts.* – Presentation in collab. with Pr José G. Assis de Almeida. – Rio de Janeiro : UERJ (Faculdade de Direito), oct. 2015.
 - *D'une circulation à une autre : éléments de recherche.* – Séminaire de discussion Cours de doctorat du Pr Fernando Menezes. – São Paulo : Universidade de São Paulo (USP, Faculdade de Direito), 29 sept. 2015.
 - *A comparative perspective: Operating national, international and European Law on Air Transport before the European Court of Justice.* – Contribution. – Colóquio Brasil Argentina de Direito Aeronáutico. – Rio de Janeiro : UERJ (Instituto dos Advogados Brasileiros, IAB), sept. 2015.
 - *L'ordre juridique de Santi Romano : hier, aujourd'hui et demain.* – Conférence. – São Paulo : Universidade de São Paulo (USP, Faculdade de Direito), sept. 2015.
 - *Rapport introductif.* – Colloque « La pratique du droit européen (UE) par le juge judiciaire. Analyses et discussions autour de cas » ». – Lyon : CREDIP, 11-12 juin 2015.
 - *The Circulation as a Phenomenon and a Constraint.* – Conference with the participation of Pr G. van Calster. – Leuven : [Leuven Centre for Global Governance Studies](#), mars 2015.
 - *Comparaison de l'ASEAN et de l'UE.* – Présentation débat avec Dr Vo Tri Thanh. – Hanoi : Maison du droit vietnamo-française, mars 2015.
 - *The Three Steps Method in the Global Law Context : the case of the Intellectual Property Law.* – Presentation. – Leuven : KU Leuven, Faculteit Rechtsgeleerdheid (LLM), févr. 2015.
 - *Le DIP européen entre contextualisation et rapport de mise en œuvre.* – Présentation. – Louvain-La-Neuve : Université catholique de Louvain, févr. 2015.
 - *Droit international (privé) / Droit européen : entre dissociabilité et indissociabilité ? À propos de l'actualité récente.* – Présentation et discussion. – Lyon : UJML3, Séminaire du CREDIP, janv. 2015.

CARPANO (É.).

- Président et rapporteur de l'Atelier *Concurrence réglementaire.* – Colloque « La concurrence réglementaire, sociale et fiscale dans l'UE. Théorie et pratique(s) ». – Lyon : CEE/CERCRID-ERDS/CERFF/CEFF, 19-20 nov. 2015.
- Participation au colloque international « Memoria, testimonio y archivo: perspectivas plurales Argentina-Brasil-Francia ». – Buenos Aires, 28-29 mai 2015.
- *État de droit d'exception ou état d'exception de droit ?* – Communication. – Colloque « Penser les libertés après le 7 janvier ». – Lyon : UJML3, 3 avr. 2015.
- *Le statut des personnes morales en droit de l'Union européenne.* – Communication. – Colloque « Les personnes morales ». – Saint-Étienne : Université de Saint-Étienne, 26 mars 2015.
- Participation à la table ronde *Liberté de représentation et religion au cinéma.* – Journée Droit, justice et cinéma. – Lyon : UJML3, 28 févr. 2015.

DURAND (É.). – *Environnement et concurrence normative.* – Communication. – Colloque « La concurrence réglementaire, sociale et fiscale dans l'UE. Théorie et pratique(s) ». – Lyon : CEE/CERCRID-ERDS/CERFF/CEFF, 19-20 nov. 2015.

FALAISE (M.).

- *Droit animalier : quels enjeux ?* – Conférence. – Cycle Révolutions animales, de la science au droit. – Paris : Cité des sciences, 12 déc. 2015.

- *Normes juridiques et bien-être animal dans les pays d'Europe.* – Communication. – Colloque international « Le bien-être animal – De la science au droit ». – Paris : 10 -11 déc. 2015.

- *La réglementation en matière de bien-être animal.* – Communication Séminaire « Réflexions sur des rencontres entre des animaux et des humains : médiations, parc de loisirs, laboratoires... ». Action recherche « Humanité ». – Nanterre : Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 2 nov. 2015.

FERRARI-BREEUR (Ch.). – *L'astreinte nel processo amministrativo francese.* – Communication. – Colloque « L'astreinte à l'italienne ». – Turin : Università degli Studi di Torino (Facoltà di Giurisprudenza), 13 oct. 2015.

KARPENSCHIF (M.).

- Présidence de la table ronde *L'autonomie de la volonté au service de la circulation des personnes et de leur statut.* – Séminaire de recherche « La circulation des personnes et de leur statut familial dans un monde globalisé : la place de l'autonomie de la volonté ». - Lyon : UJML3 (Centre de droit de la famille), 25 nov. 2015.

- *Aides d'État et concurrence fiscale.* – Communication. – Colloque « La concurrence réglementaire, sociale et fiscale dans l'UE. Théorie et pratique(s) ». – Lyon : CEE/CERCRID-ERDS/CERFF/CEFF, 19-20 nov. 2015.

LE BAUT-FERRARESE (B.). – *L'opposabilité du droit de l'Union européenne à l'État devant la Cour de cassation.* – Communication. – Colloque « La pratique du droit européen (UE) par le juge judiciaire. Analyses et discussions autour de cas ». – Lyon : CREDIP, 11-12 juin 2015.

SURREL (H.). – *L'espérance légitime.* – Communication. – Colloque « Le droit européen au respect des biens publics ». – Toulouse : Faculté de droit, 4-5 mai 2015.

ZAMPINI (F.). – *L'application des articles 101 et 102 TFUE par la Cour de cassation et la Cour d'appel de Paris : autonomie sous influence... Ou de l'utilité des moyens de collaboration entre la Commission et le juge et de l'amicus curiae en particulier.* – Communication. – Colloque « La pratique du droit européen (UE) par le juge judiciaire. Analyses et discussions autour de cas ». – Lyon : CREDIP, 11-12 juin 2015.

3. ORGANISATION ET VIE DU CEE

3.1. Contrat quinquennal 2016-2020

L'AERES l'ayant préconisé en 2010 (contrat quinquennal 2011-2015), le CEE a rejoint, en janvier 2011, l'[Équipe de Droit International, Européen et Comparé \(EDIEC – EA 4185\)](#), dirigée par le Professeur Frédérique FERRAND, Professeur des universités, Agrégée de droit privé, Directrice de l'Institut de Droit Comparé Édouard Lambert. L'évaluation de notre équipe par le HCERES en juillet 2015 figure en annexe de ce rapport, p. 31-40.

Composition CEE CQ 2007-2010	Composition CEE – CQ 2011-2015	Composition CEE – CQ 2016-2020
<p>Membres titulaires CARDON Mathieu, MCF CARPANO Éric, MCF FERRARI-BREUR Christine, MCF HDR KARPENSCHIF Michaël, PR LE BAUT-FERRARESE Bernadette, MCF PERTEK Jacques, PR PHILIP Christian, PR ZAMPINI Florence, MCF HDR</p> <p>Personnels administratifs GERVASONI Véronique SEMASHKEVICH Tatsiana</p> <p>Allocataires de recherche ADALID Sébastien CHABAUD Léonie COMBET Mathieu ROBERT Loïc</p> <p>ATER (NB : non comptabilisés dans les projets scientifiques des équipes) LOLJEEH Rajendranuth KATSORCHI Panagiota</p> <p><i>Source</i> : Projet scientifique Équipe de droit public de Lyon, EA 666 (p. 3)</p>	<p>Membres titulaires CARDON Mathieu, MCF CARPANO Éric, PR DEBARD Thierry, PR FERRARI-BREUR Christine, MCF HDR KARPENSCHIF Michaël, PR LE BAUT-FERRARESE Bernadette, MCF HDR LEKKOU Efthymia, MCF VIENNOIS Jean-Pierre, PR ZAMPINI Florence, MCF HDR</p> <p>Personnels administratifs GERVASONI Véronique, IGE</p> <p>Docteurs, ATER et doctorants ARABAGHIAN Anouche, Docteur en droit ARTEMIOU Eleni AUGOYARD Marc, Docteur en droit BENARBIA Saïd BENIDIR Toufik BENZAQUEN Béline, Docteur en droit CHABAUD Léonie COGNET Gaëlle COMBET Mathieu, Docteur en droit DESFORGES Antoine, ATER DJERDJIAN Endza DOSSAN Gilles Landry DURAND Étienne, ATER GRANGEON Julie, Doctorante contractuelle JOUTEUX Chloé JURY Fabrice, Doctorant contractuel KATSORCHI Panagiota KRUSZLIC Peter LAWU KIFWENKELWA Benoît LOLJEEH Rajendranuth LOUGRAIDA Myriam MKHITARYAN Monika PETROVA Evgeniya ép. EME PROUTEAU Juliette RAMI Karima ROBERT Loïc, Docteur en droit SONKO Aminata VOUGIOUKAS Dimitrios, Docteur en droit WATTECAMPS Aurélie</p>	<p>Membres titulaires CARDON Mathieu, MCF CARPANO Éric, PR DEBARD Thierry, PR FERRARI-BREUR Christine, MCF HDR KARPENSCHIF Michaël, PR LE BAUT-FERRARESE Bernadette, MCF HDR LEKKOU Efthymia, MCF MARTI Gaëlle, PR VIENNOIS Jean-Pierre, PR ZAMPINI Florence, MCF HDR</p> <p>Personnels administratifs GERVASONI Véronique, IGE</p> <p>Docteurs, ATER et doctorants ARABAGHIAN Anouche ARTEMIOU Eleni AUGOYARD Marc, Docteur en droit BENARBIA Saïd BENIDIR Toufik BENZAQUEN Béline, Docteur en droit CHABAUD Léonie COGNET Gaëlle CRAVAREZZA Amaury DESFORGES Antoine DJERDJIAN Endza DOSSAN Gilles Landry DURAND Étienne, ATER FRANCOISE Marylou GRANGEON Julie, Doctorante contractuelle JOUTEUX Chloé JURY Fabrice, ATER KATSORCHI Panagiota KRUSZLIC Péter LAWU KIFWENKELWA Benoît LOLJEEH Rajendranuth LOUGRAIDA Myriam MKHITARYAN Monika PETROVA ép. EME Evgeniya PROUTEAU Juliette RAMI Karima ROBERT Loïc, Docteur en droit SONKO Aminata SOW Abdoulaye WATTECAMPS Aurélie</p>

3.2. Soutenances de thèses

- **BENZAQUEN Belinda.** – *Primauté et recours.* – Thèse, sous la direction de Thierry Debard, soutenue le 24 avril 2015. – Discipline : Droit de l'Union européenne.

3.3. Support pour les masters et les doctorats en droit européen

Le Centre d'Études Européennes est le support scientifique de la spécialité *Droit européen* de la mention *Droit européen, international et comparé*, qui comporte trois masters : le [Master 1 Droit européen](#), le [Master 2 Droit européen des affaires, parcours recherche](#), dirigés par **Éric CARPANO**, Professeur agrégé de droit public, ainsi que le [Master 2 Droit européen des affaires, parcours professionnel](#), dirigé par **Bernadette LE BAUT-FERRARESE**, Maître de conférences HDR en droit public.

Les plaquettes sont téléchargeables sur le site web du CEE, à la rubrique « *Offre de formation* ».



Depuis 2012, la **collection « Les mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé »** met en ligne les meilleurs mémoires des Masters 2 Recherche adossés à l'Équipe. Ainsi un nouveau volume a-t-il été publié cette année, distinguant le meilleur mémoire du Master 2 Droit européen des affaires :

Cravarezza (Amaury). – [Le standard de l'opérateur privé en économie de marché.](#) – Mémoire de master 2 recherche Droit européen des affaires / sous la direction du Professeur Michaël Karpenschif. – Lyon : Équipe de Droit International, Européen et Comparé, 2015. – 94 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé : n° 8).

Le CEE soutient les activités des **doctorants** dirigés par les enseignants-chercheurs qui sont membres ou associés de son centre de recherche, de même que ses trois homologues de l'[EDIEC](#), le [CDI](#), le [CREDIP](#) et l'[IDCEL](#).

3.4. Soutien aux concours de plaidoiries en droit européen

3.4.1. Soutien au Concours *Habeas Corpus*

Comme chaque année, le Centre d'Études Européennes apporte à l'organisation du concours, créé et porté par l'[Association pour la promotion interuniversitaire des droits de l'homme \(APIDH\)](#), un soutien financier (prix remis aux lauréats). Les équipes, venues de différentes universités françaises et étrangères, s'affrontent autour d'une affaire fictive mettant en scène la Convention européenne des droits de l'homme et sa pratique. Les résultats de la 8^e édition du Concours Habeas Corpus (2015) sont les suivants :

Vainqueur : IEJ de Lyon

Deuxième : Université de Cergy-Pontoise

Troisième : Université de Lille

Demi-finaliste : Université de Limoges

Meilleur plaideur : Marie Debris (IEJ de Lyon)

Meilleur mémoire : Université de Limoges

CALENDRIER DU CONCOURS *HABEAS CORPUS* 2015

1 – Phase écrite

Lundi 1^{er} décembre : Mise en ligne du cas pratique

Vendredi 12 décembre : Tirage au sort de la qualité des équipes

Vendredi 27 février : Date limite d'envoi par voie électronique des mémoires

Vendredi 20 mars : Réception des mémoires adverses.

2 – Phase orale

Lundi 30 mars à vendredi 3 avril 2015 : Déroulement de la phase orale

Vendredi 3 avril : Petite finale et finale du concours

Samedi 4 avril 2015 : Départ des équipes.

Pour en savoir plus : <http://www.apidh.eu>.

3.4.2. Soutien au Concours *European Law Moot Court Competition*

L'*European Law Moot Court* est le concours de plaidoiries en droit européen le plus prestigieux au monde. Tous les ans, une centaine des meilleures universités participent à quatre finales régionales. Il s'agit d'un concours bilingue – français et anglais.

Le CEE apporte à l'organisation du concours un soutien pédagogique (organisation et formation par un enseignant-chercheur du CEE ; prise en compte de la participation au concours en note de séminaire du *Master 2 Droit européen des affaires*) et logistique (mise à disposition des locaux et équipements ; prix remis aux lauréats).

Équipe du Moot Court 2015 pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Encadrement : **Éric CARPANO**, Professeur agrégé de droit public, Responsable pédagogique du [M1 Droit européen](#) et **Étienne DURAND**, ATER en droit public.

Équipiers :

Guillaume André,
Arnaud Bonisoli,
Amaury Cravarezza
et **Camille Rapoport**

étudiants en M2 Droit européen des affaires, ont été qualifiés pour la finale régionale qui a lieu à Brême du 26 au 28 février 2015 au terme de laquelle ils se sont inclinés.

Cas pratique 2014-2015 :

- ▶▶ [AlfaDečets SA v Omorfi City, OmorfiDečets and CalorUrbis SA](#), Case M-680/14
- ▶▶ [AlfaDečets SA c/ Omorfi City, OmorfiDečets et CalorUrbis SA](#), aff. M-680/14.

3.5. Documentation scientifique

La mise à disposition du public des ouvrages et des périodiques est une activité essentielle du CEE, pour trois raisons principalement.

Le Centre est le **support scientifique** de trois diplômes de droit européen (*Master 1 Droit européen, Master 2 Droit européen des affaires* Parcours recherche et Parcours professionnel) et est par ailleurs accessible aux étudiants de tous diplômes, comportant ou non des enseignements de droit européen (Master 1 Droit social notamment, doctorants, autres Master 2 et Magistères de Lyon 3, etc.). Ainsi, en 2015, ce sont près de 1 000 personnes qui auront utilisé les ressources documentaires du CEE.

Le **centre documentaire**, bibliothèque associée au [Service Commun de la Documentation \(SCD\)](#), dispose du plus important fonds de monographies et d'ouvrages de droit des centres de recherche juridique après les bibliothèques centrales¹.

Le CEE est un [Centre de documentation européenne agréé par l'Union européenne](#) (Office des publications de l'Union européenne, OPUE), comme 44 autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche de France. Ainsi est-il chargé de l'information sur l'intégration européenne à Lyon, avec l'École de management d'Écully.

Le CEE est dès lors assujéti à trois obligations :

Être dépositaire de documents d'information officielle en version papier et/ou électronique et les mettre à disposition du public : enregistrement, stockage, classement, accueil et orientation du public, gestion du prêt ;
Acquérir des **ouvrages** et s'abonner à des **revues thématiques européennes** : commande, enregistrement, classement, accueil et orientation du public, gestion du prêt ;
Permettre la **consultation des bases de données spécialisées et de sites institutionnels Internet** : 3 postes informatiques avec connexion réseau sont réservés à cette activité et 3 sont réservés aux enseignants-chercheurs permanents ou invités.

Leur localisation des ouvrages par le logiciel Koha permet de rendre visible nationalement le fonds, consultable notamment par l'intermédiaire du **Système Universitaire de Documentation (SUDOC)**.

Par ailleurs, le site web du CEE affiche en temps réel les ouvrages acquis et reçus, enregistrés et en cours d'enregistrement.



¹ Avec 3 843 ouvrages catalogués (*La documentation à l'Université Jean Moulin Lyon 3. Rapport annuel 2010*, Lyon, Service commun de la documentation, 2011, 50 p., tableau, p. 14, http://scd.univ-lyon3.fr/medias/fichier/rapport-annuel-2010_1315907120902.pdf).

3.6. Site web du CEE



Fréquentation du site web du CEE (<http://cee.univ-lyon3.fr>)

Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ²	2015	Nbre cumulé de visites (2009-2015)
Moyenne journalière	47,39	47,74	40,51	47,59	38,52	29,14	25,01	97 015
Moyenne mensuelle	1 306,03	1 452,17	1 232,25	1 447,42	1 171,92	886,50	760,75	
Total annuel	13 603	17 426	14 787	17 369	14 063	10 638	9 129	

Origine des visites (données cumulées depuis 2009) :

Google	87,97 % des visites
Bing	3,20 % des visites
Faculté de Droit – UJML3	1,39 % des visites
EDIEC	1,08 % des visites
CDI	0,66 % des visites
Autres sources	5,71 % des visites

Répartition des visites depuis la création du site (données cumulées depuis 2009) :

C'est la rubrique *Vie du site (Accueil/Présentation, Brèves, Formulaire de contact, Mentions légales)* qui est la plus fréquentée (**49** % des visites) depuis la création du site, précédant en cela les rubriques consacrées aux activités scientifiques (**16** %), puis pédagogiques (**14,1** %) du centre.

Records de visites (données cumulées depuis 2009) :

- Record journalier : 13 mars 2013 – 339 visites (programmation scientifique) ;
- Record mensuel : août 2009 – 2 659 visites (17^e Université européenne d'été du CEE).
-

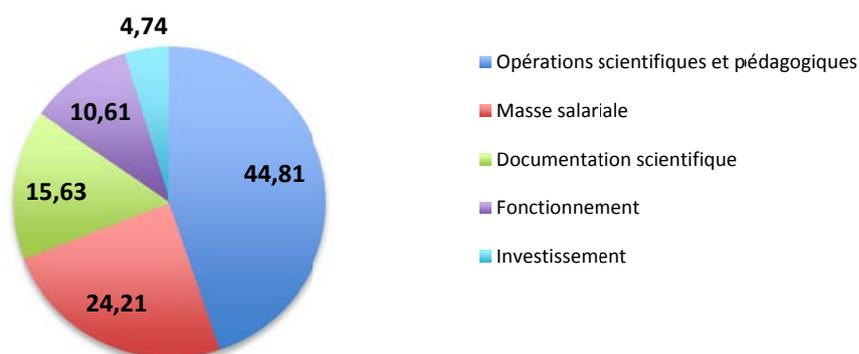
² Le site a été désactivé durant sa maintenance et redirigé sur le site web de l'EDIEC au cours du mois de novembre 2014.

3.7. Moyens financiers

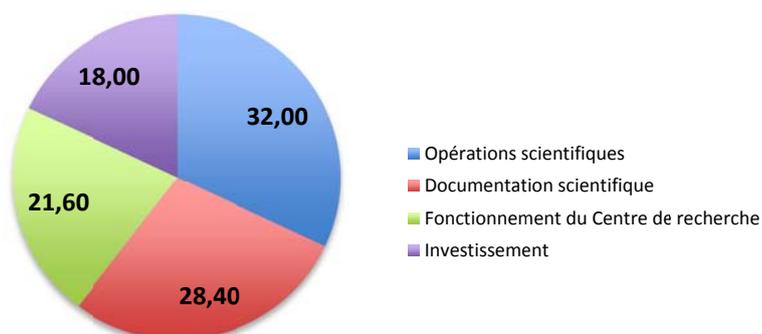
Deux nouveautés budgétaires et comptables sont intervenues cette année. D'une part, notre composante a décidé, en fin de premier semestre civil, de fusionner les sous-centres de responsabilité **sous un seul CR**, l'EDIEC, à l'exception de l'IDCEL compte tenu de son statut d'institut et hors sa dotation recherche qui, par souci de cohésion et à notre demande, est maintenue sous le CR EDIEC. En conséquence, les décisions financières, budgétaires et comptables, et – partiellement – les décisions administratives corrélées, sont centralisées au niveau de l'équipe ; de même, les e-OTP³ et les recettes affectées sont adossés au CR EDIEC et agrégés à son budget, sans fongibilité des dépenses et recettes. D'autre part, une partie de la masse salariale du personnel administratif de l'EDIEC, prise en charge par l'établissement, transite sur le CR, également sans fongibilité.

Enfin, **l'évaluation** de l'équipe ayant été excellente, sa dotation a été augmentée, en fonction de l'évolution positive de son périmètre, de sa gouvernance et de l'intensité de sa production scientifique. Cette recette nouvelle sera titrée au cours du premier budget rectificatif en 2016 et n'affecte pas la politique déterminée de l'EDIEC de **diversification et d'« externalisation » de ses ressources**, extérieures à l'établissement, publiques et privées (par exemple, en 2015, 13 % de son budget pour le CEE et 22 % pour le CREDIP). La décision d'augmentation ayant été notifiée le 29 octobre 2015, le budget primitif 2016 et les schémas ci-dessous ne la prennent donc pas en compte.

Budget EDIEC : Postes de dépenses en % du budget total de l'Équipe (budget primitif 2016, masse salariale comprise) :



Budget CEE : Postes de dépenses en % du budget total (budget primitif 2016) :



³ Élément(s) d'organigrammes techniques de projets.

ANNEXES

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET DOCTORANTS MEMBRES DU CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES (CEE)

Enseignants-chercheurs :

Michaël KARPENSCHIF, Professeur des universités, Agrégé de droit public, Directeur.
Mathieu CARDON, Maître de conférences en droit public.
Éric CARPANO, Professeur des universités, Agrégé de droit public.
Thierry DEBARD, Professeur des universités, Agrégé de droit public.
Christine FERRARI-BREEUR, Maître de conférences en droit public, HDR, Directrice adjointe.
Bernadette LE BAUT-FERRARESE, Maître de conférences en droit public, HDR.
Efthymia LEKKOU, Maître de conférences en droit public.
Gaëlle MARTI, Professeur des universités, Agrégée de droit public.
Jean-Pierre VIENNOIS, Professeur des universités, Agrégé de droit privé.
Florence ZAMPINI, Maître de conférences en droit public, HDR.

Enseignants-chercheurs associés au CEE :

Sébastien ADALID, Maître de conférences en droit public, Université Paris-Est Créteil.
Jean-Sylvestre BERGÉ, Professeur des universités, Agrégé de droit privé (EDIEC-CREDIP).
Panayotis SOLDATOS, Professeur émérite de l'Université de Montréal, Chaire Jean Monnet *ad personam* à l'Université Jean Moulin Lyon 3.
Hélène SURREL, Professeur des universités, Sciences Po Lyon.
Dimitrios VOUGIOUKAS, Docteur en droit, Avocat au Barreau d'Athènes, Enseignant agrégé à l'Université Paris 13/Id'EF d'Athènes (<http://www.idef.gr/ideffr/idef.htm>).
Melchior WATHELET, Avocat général à la Cour de justice de l'Union.

Docteurs / ATER / Doctorants :

Anouche ARABAGHIAN
Eleni ARTEMIOU
Marc AUGOYARD, Docteur en droit
Saïd BENARBIA
Toufik BENIDIR
Béline BENZAQUEN, Docteur en droit
Léonie CHABAUD
Gaëlle COGNET
Amaury CRAVAREZZA
Antoine DESFORGES
Endza DJIERDJIAN
Gilles Landry DOSSAN
Étienne DURAND, ATER
Marylou FRANCOISE
Julie GRANGEON, Doctorante contractuelle
Chloé JOUTEUX
Fabrice JURY, ATER

Panagiota KATSORCHI
Péter KRUZSLICZ
Benoît LAWU KIFWENKELWA
Rajendranuth LOLJEEH
Myriam LOUGRAIDA
Monika MKHITARYAN
Evgeniya PETROVA ép. EME
Juliette PROUTEAU
Karima RAMI
Loïc ROBERT, Docteur en droit
Aminata SONKO
Abdoulaye SOW
Aurélien WATTECAMPS.

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Entités de recherche

Évaluation du HCERES sur l'unité :

Équipe de Droit International, Européen et Comparé

EDIEC

sous tutelle des

établissements et organismes :

Université Jean Moulin Lyon 3

Rapport d'évaluation

Ce rapport est le résultat de l'évaluation du comité d'experts dont la composition est précisée ci-dessous. Les appréciations qu'il contient sont l'expression de la délibération indépendante et collégiale de ce comité.

Nom de l'unité :	Équipe de Droit International, Européen et Comparé
Acronyme de l'unité :	EDIEC
Label demandé :	EA
N° actuel :	4185
Nom du directeur (en 2014-2015) :	M ^{me} Frédérique FERRAND
Nom du porteur de projet (2016-2020) :	M ^{me} Frédérique FERRAND

Membres du comité d'experts

Président : M. Christian MESTRE, Université de Strasbourg

Experts :

- M. Julien BOUDON, Université de Reims
- M. Yann KERBRAT, Université Paris - Panthéon Sorbonne
- M^{me} Gwendoline LARDEUX, Aix Marseille Université (représentante du CNU)
- M. Gilbert ORSONI, Aix Marseille Université

Déléguée scientifique représentant du HCERES :

M^{me} Christine NEAU LEDUC

Représentants des établissements et organismes tutelles de l'unité :

- M. David DEROUSSIN (Co-directeur de l'École doctorale « ED 492 »)
- M^{me} Pascale DEUMIER (Co-directrice de l'École doctorale « ED 492 »)
- M. Peter WIRTZ, Université Jean Moulin Lyon 3

1 • Introduction

Historique et localisation géographique de l'unité

L'Équipe de Droit International, Européen et Comparé - EDIEC est depuis 2007 une équipe d'accueil (EA 4185) originale puisque caractérisée par le regroupement de publicistes et de privatistes, ce qui d'ailleurs avait été à l'origine de la création de cette unité de recherche sous la forme d'une "jeune équipe". Faisant suite aux recommandations de la précédente évaluation, l'EDIEC a reconfiguré sa structuration interne en une seule équipe qui intègre donc quatre équipes internes antérieures : l'institut de droit comparé Edouard Lambert (IDCEL) dirigée par M^{me} Frédérique FERRAND, le Centre de recherche sur le droit international privé (CREDIP) dirigé par M. Jean-Sylvestre BERGE, le Centre de droit international (CDI) dirigé par M. Stéphane DOUMBE-BILLE et le Centre d'études européennes (CEE) dirigé par M. Michaël KARPENSCHIF. L'EDIEC a son siège dans les locaux de la faculté de droit de Lyon 3, au 15 quai Claude Bernard.

Équipe de direction

L'EDIEC est dirigée par M^{me} Frédérique FERRAND et administrée par deux organes : d'une part un Conseil de direction composé de la directrice de l'unité, de la responsable administrative (M^{me} Véronique GERVASONI, Ingénieur d'études), et des responsables des axes de recherche et d'autre part un Conseil scientifique et de gestion au périmètre plus large puisque outre les membres du Conseil de gestion, il comprend le directeur de l'école doctorale de droit, le doyen de la faculté de droit, le Vice-Président recherche de l'université et un représentant des doctorants.

Nomenclature HCERES

SHS 2 1 Droit

Effectifs de l'unité

Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2014	Nombre au 01/01/2016
N1 : Enseignants-chercheurs titulaires et assimilés	25	25
N2 : Chercheurs des EPST ou EPIC titulaires et assimilés		
N3 : Autres personnels titulaires (n'ayant pas d'obligation de recherche)	1,5	1,5
N4 : Autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)		
N5 : Autres chercheurs (DREM, Post-doctorants, visiteurs etc.)		
N6 : Autres personnels contractuels (n'ayant pas d'obligation de recherche)		
TOTAL N1 à N6	26,5	26,5

Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2014	Nombre au 01/01/2016
Doctorants	61	
Thèses soutenues	53	
Post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité		
Nombre d'HDR soutenues	1	
Personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	17	

2 • Appréciation sur l'unité

Avis global sur l'unité

L'EDIEC est une unité de recherche particulièrement dynamique (organisation de nombreux colloques, journées d'études, conférences, séminaires...) à la production scientifique très impressionnante au regard du nombre de publications. A raison de sa constitution, l'EDIEC est particulièrement originale, en rassemblant des publicistes et des privatistes. Un tel regroupement a créé une réelle dynamique et permet d'envisager des travaux et des recherches extrêmement difficiles sans cela. La cohérence entre les activités de recherche et d'enseignement est remarquable, et les masters 2 en recherche liés à l'équipe sont une pépinière de doctorants et de docteurs. L'intensité et l'ampleur des travaux ainsi que la participation à de nombreux réseaux de recherches dans un cadre national, européen et international font de l'EDIEC une unité de référence.

Points forts et possibilités liées au contexte

Les points forts suivants peuvent être soulignés :

- L'originalité et la dynamique scientifique pluridisciplinaire de l'équipe ;
- la cohérence remarquable entre les activités de recherche et d'enseignement ;
- les masters 2 en recherche liés à l'équipe sont une pépinière de doctorants et de docteurs ;
- l'intensité et l'ampleur des travaux ainsi que le rayonnement scientifique dans un cadre national, européen et international.

Points faibles et risques liés au contexte

Il faut souligner que :

- Les publications scientifiques sont principalement le fait des professeurs et bon nombre de maîtres de conférences semblent en retrait ;
- la dispersion (apparente) des moyens humains, financiers et documentaires interdit une utilisation optimale et limite les activités ;
- la recherche en droit International est très fragilisée par un problème important de ressources humaines ;
- les thématiques de recherche énoncées pour le prochain contrat sont très vastes.

Recommandations

Il conviendrait de veiller à :

- Une utilisation plus fédérative des moyens avec l'instauration de critères objectifs sur leur répartition entre membres de l'équipe ;
- une attribution de moyens humains supplémentaires de la part de l'université pour améliorer les conditions de travail des enseignants-chercheurs ;
- une meilleure répartition des publications entre les professeurs et les maîtres de conférences, par des incitations au profit de ces derniers ;
- éviter une profusion des axes de recherche au profit d'une ou plusieurs thématiques réellement transversales ;
- une attention particulière devra être apportée au droit international en termes de moyens humains en favorisant le recrutement par voie de promotion ou de mutation d'un professeur de droit international public.

3 • Appréciations détaillées

Appréciation sur la production et la qualité scientifiques

L'excellence de la production scientifique est indéniable, avec un nombre de publiants très important au-dessus de la moyenne observable traditionnellement, couvrant très largement les champs du droit international, public et privé, le droit européen et le droit comparé.

La liste des publications est particulièrement impressionnante, et l'engagement de nombreux enseignants-chercheurs dans la politique éditoriale de revues et de collections françaises et étrangères mérite d'être souligné.

Appréciation sur le rayonnement et l'attractivité académiques

Tourné vers l'étranger de par ses champs disciplinaires, l'EDIEC jouit d'une grande renommée scientifique internationale qui se fonde sur tout un ensemble de manifestations scientifiques, de publications, d'échanges, d'enseignements, de participation à des réseaux structurés de recherche avec des établissements européens. D'ailleurs une partie des publications s'opère non seulement en français, mais également en anglais et en allemand.

Cette reconnaissance académique se traduit également par la conclusion de contrats de recherche notamment avec la Commission européenne, réalisés en partenariat avec diverses universités françaises et étrangères.

Appréciation sur l'interaction avec l'environnement social, économique et culturel

Le choix logique de se tourner vers l'étranger et d'avoir un rayonnement national et européen a pour conséquence que l'EDIEC est peu présent au plan local et régional. Toutefois depuis l'année dernière elle est engagée dans un programme de formation continue à destination des professionnels du droit.

Appréciation sur l'organisation et la vie de l'unité

La structuration et la gouvernance retenues paraissent tout à fait adaptées et donnent pleine satisfaction. L'EDIEC est dotée depuis 2012 d'un site internet en trois langues, un site propre qui constitue un excellent vecteur d'information et de communication. Par ailleurs, chaque année cette unité de recherche publie un rapport de ses activités.

Appréciation sur l'implication dans la formation par la recherche

L'EDIEC offre une assise scientifique à trois masters 2 réputés sur le plan national et a mis en place une politique de publication en ligne sur son site des meilleurs mémoires. De plus les étudiants des masters 2 ont la possibilité de participer à des concours internationaux de plaidoirie.

Les doctorants bénéficient d'un très bon encadrement puisque diverses activités scientifiques et « méthodologiques » organisées leurs sont uniquement ou principalement destinées. De même, sont-ils encouragés à présenter des communications lors de colloques de l'EDIEC.

Le nombre de thèses soutenues comme celui des thèses en préparation est remarquable, et en plus dans des délais n'excédant pas cinq années, ce qui montre l'effectivité et l'efficacité de l'encadrement prodigué.

Deux éléments n'apparaissent pas dans le dossier d'évaluation : le nombre de thèses abandonnées et le devenir professionnel des docteurs.

Appréciation sur la stratégie et le projet à cinq ans

L'EDIEC a choisi de réduire à quatre les axes de recherche du prochain contrat qui correspondent pleinement aux champs d'activités des anciennes équipes internes et aux spécialités des enseignants-chercheurs, autant des derniers arrivés que des plus anciens.

A raison du nombre d'équipes internes, nécessité a été de trouver soit des intitulés fédérateurs « Droits international, européen et comparé comme outils d'articulation entre les droits » dont le périmètre est très élastique, soit de décliner à l'intérieur d'un axe comme « Marchés et développement » un nombre d'entrées considérable dont l'étanchéité laisse à désirer.

La stratégie est pertinente, bien maîtrisée, peut-être le foisonnement des thèmes de recherche révèle t-il une ambition heuristique au-delà des cinq années.

4 • Déroulement de la visite

Date de la visite

Début : 1^{er} juillet 2015 ; 8h45
 Fin : 1^{er} juillet 2015 ; 13h45

Lieu de la visite

Institution : Faculté de Droit
 Adresse : 15 quai Claude Bernard, Lyon 7e

Déroulement ou programme de visite

08h45 - 9h : réunion à huis clos du comité d'experts : prise de contact, répartition des rôles, premiers échanges
 9h - 9h45 : rencontre avec M. Peter WIRTZ, Vice-Président en charge de la Recherche - présentation de la politique recherche de l'établissement
 9h45 - 10h : rencontre avec M^{me} Pascale DEUMIER et M. David DEROUSSIN, Directeurs de l'École doctorale
 10h - 12h : rencontre avec M^{me} Frédérique FERRAND directrice de l'Equipe de droit européen, international et droit comparé EDIEC, cette rencontre ayant été élargie à tous les membres de l'unité
 12h - 12h45 : déjeuner
 12h45 - 13h45 : rencontre avec les doctorants

Points particuliers à mentionner

Ce rapport est le résultat de l'évaluation du comité d'experts dont la composition est précisée ci-dessus. Les appréciations qu'il contient sont l'expression de la délibération indépendante et collégiale de ce comité d'experts. Pour des raisons de fonctionnement interne à l'HCERES la visite initialement prévue au 28 janvier 2015 n'a pu se tenir. Elle s'est enfin déroulée début juillet sur une matinée, mais à raison des calendriers inconciliables des membres du comité d'experts, ce dernier était composé des professeurs M^{me} Gwendoline LARDEUX, M. Gilbert ORSONI et M. Christian MESTRE avec M^{me} Christine NEAU-LEDUC, déléguée scientifique.

Monsieur le Président de l'Université Jean
Moulin Lyon 3

À Monsieur le Président du HCERES
20 rue Vivienne - 75002 Paris

Lyon, le 10 novembre 2015

Affaire suivie par
Martine Bouvier
Tél. 04 78 78 71 81
pelican@univ-lyon3.fr

Objet : Observations de portée générale sur le rapport d'évaluation de l'unité EDIEC

Monsieur le Président,

Nous tenons à remercier vivement les experts du comité d'évaluation pour leur travail d'analyse ainsi que pour leurs recommandations. La direction de l'équipe d'accueil souhaite apporter un certain nombre d'éléments de précision et des réflexions complémentaires.

Nous sommes heureux de constater que les efforts réalisés par les enseignants-chercheurs de l'EDIEC en vue de dynamiser et multiplier tant les événements que la production scientifique ont été relevés dans le rapport de l'HCERES, où il est également constaté l'originalité pluridisciplinaire des travaux de ce laboratoire. L'EDIEC souhaite souligner en outre sa participation, avec quatre autres équipes de recherche de France, au réseau universitaire européen Droit de l'espace de liberté, sécurité et justice (GDR 3452, soutenu par le CNRS).

En page 3 du rapport, il est écrit que « l'EDIEC a reconfiguré sa structuration interne en une seule équipe qui intègre donc quatre équipes internes antérieures ». En réalité, il n'y a jamais eu quatre équipes ; l'EDIEC a toujours été la seule équipe en droit international, européen et comparé. Elle se composait initialement de deux centres (qui n'ont jamais été équipes d'accueil) : le Centre de droit international (CDI) et l'Institut de droit comparé Édouard Lambert (IDCEL). L'EDIEC a ensuite intégré le CREDIP (actuellement dirigé par le Professeur Cyril Nourissat et non plus par le Professeur Jean-Sylvestre Bergé comme cela est indiqué dans le premier paragraphe du rapport HCERES, p. 3), qui a été créé par des enseignants-chercheurs de l'EDIEC postérieurement à la naissance de

cette dernière, et le CEE qui a quitté l'Équipe de droit public (EDP) pour rejoindre l'EDIEC sur la recommandation de la dernière évaluation par l'AERES.

En ce qui concerne le point faible énoncé en page 4 du rapport de l'HCERES – « dispersion (apparente) des moyens humains, financiers et documentaires » -, l'EDIEC indique qu'à compter de 2017, à la suite de travaux engagés par l'Université, ses moyens documentaires et humains seront regroupés sur le même site et dans les mêmes locaux, de manière à former un ensemble uni et cohérent de recherche et de documentation.

Enfin, au regard des recommandations relatives aux moyens financiers et humains formulées en page 5 du rapport de l'HCERES, l'EDIEC tient à souligner que ses collègues se mobilisent autour de projets (GDR CNRS, contrat européen Jean Monnet, projet « bourgeon » financé par l'établissement à hauteur de 10k euros pour amorcer un projet interdisciplinaire ambitieux ...). Ce dynamisme des membres de l'équipe permet une augmentation significative des ressources disponibles, l'établissement mettant fortement l'accent sur le soutien aux projets de recherche collectifs.

Service de la Recherche
18 rue Chevreul
69007 Lyon

Tél. +33 (0)4 78 78 71 01
Fax +33 (0)4 78 78 74 12
www.univ-lyon3.fr



En renouvelant nos remerciements pour le travail d'expertise, je vous prie d'agréer,
Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués,

Jacques Cornby
Président



NOUS SUIVRE SUR LE WEB :

CEE, Centre d'études européennes : <http://cee.univ-lyon3.fr>

EN SAVOIR PLUS SUR NOS ACTIVITÉS :

Publications : <http://cee.univ-lyon3.fr/publications>

Bilans : <http://cee.univ-lyon3.fr/le-centre-et-ses-partenaires/rapports-d-activite>

Blogs : Le blog de Jean-Sylvestre Bergé, CREDIP + CEE : <http://www.universitates.eu/isberge>

Directeur de publication : Michaël Karpenschif, Professeur agrégé de droit public, Directeur du Centre d'Études Européennes | **Réalisation, édition, photographies (sauf mention expresse) :** Véronique Gervasoni, Ingénieur d'études, Responsable administrative et responsable d'édition de l'EDIEC.

Université Jean Moulin-Lyon 3 – Faculté de Droit

Équipe de droit international, européen et comparé – EDIEC, EA 4185

Centre d'Études Européennes – 15 quai Claude Bernard, BP 0638, 69239 Lyon Cedex 02

Courriel : cee@univ-lyon3.fr – Tél. : ++ 00 / 33 478 787 251 – Web : <http://cee.univ-lyon3.fr>.